



Bulletin d'information

Volume 12, numéro 1
Mars 2002

SOMMAIRE

Mot de la présidente	1
Présentation biographique de quelques membres du Regroupement des chercheuses d'origines diverses	2
Les avis régionaux du Conseil du statut de la femme : pour contribuer à une vision inclusive du développement	5
Le développement régional, la gouvernance locale et les dossiers « femmes » : une affaire à suivre	6
Création de ORÉGAND	6
Le colloque du RQCF au 70 ^e Congrès de l'Acfas	7
Des chercheuses et des intervenantes s'interrogent sur les enjeux des transformations des systèmes de santé	9
Publications à signaler	9
Nouvelles publications du CSF	10

Équipe de réalisation du bulletin :

Claudie Solar, Micheline Beauregard et France Bolduc

Membres du Conseil d'administration du RQCF :

Présidente : Claudie Solar
 Trésorière : Micheline Beauregard
 Conseillères : Naima Bendris
 Denyse Côté
 Chantal Doré
 Claire Minguy
 Maria Élis Montejo
 Marie-José Nadal
 Julia Thibeault
 Nicole Thivierge

Équipe de la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes :

Pierrette Bouchard, titulaire (418) 656-3750
 Micheline Beauregard, adjointe (418) 656-2693
 France Bolduc, secrétariat (418) 656-2922
 Local 1475, Pavillon Charles-De Koninck
 Université Laval, G1K 7P4
 Numéro de télécopieur : (418) 656-3266
 Courrier électronique : cecful@fse.ulaval.ca
 Page web : <http://www.fss.ulaval.ca/lef/>

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères membres du RQCF,

Les membres du CA ont été bien actives depuis le mois de novembre et la parution du dernier bulletin.

Le Regroupement des chercheuses d'origines diverses poursuit son travail et quelques unes de ses membres nous livrent des éléments biographiques pour mieux les connaître. On trouvera ces éléments en début de ce premier bulletin de l'année 2002.

Le dossier de l'analyse différenciée selon les sexes poursuit lui aussi son chemin, notamment avec les avis régionaux du CSF mais aussi avec la mise sur pied d'un observatoire à l'UQAH.

Deux séminaires ateliers ont eu lieu : l'un en décembre 2001 sur les femmes et les TIC, l'autre en février 2002 sur les femmes arabes au Québec et l'impact du 11 septembre. Dans les deux cas, une vingtaine de personnes ont participé aux échanges.

Un colloque/atelier a été préparé pour l'ACFAS. Le RQCF propose un échange sur la question suivante : *La formation continue a-t-elle du genre ?* Ce sera l'occasion de partager nos connaissances et perceptions sur le champ de la formation continue dans nos pratiques respectives. Les femmes, selon les métiers et professions ou les secteurs de vie, ont accès à quel type de formation ? Dans quelles conditions ? Avec quels effets ?

Enfin, les membres du CA ont expérimenté une première rencontre virtuelle via une liste de discussion créée sur le serveur Netfemmes du CDÉACF, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Nous ferons le bilan de cette expérimentation lors de notre prochain CA en avril.

Ce bulletin vous propose des informations plus détaillées sur ces diverses dimensions et vous invite dès maintenant à retenir la date du 15 mai 2002 à midi pour l'Assemblée générale du RQCF.

Claudie Solar
Présidente

Présentation biographique de quelques membres du Regroupement des chercheuses d'origines diverses

Mis sur pied il y a environ 2 ans, le Regroupement des chercheuses d'origines diverses se construit progressivement dans le temps grâce à la collaboration et à la coopération de ses membres. Il a donné naissance à un groupe de recherche sous la responsabilité de Anita Caron et coordonné par Maria Elisa Montejo. La recherche entreprise vise à mieux documenter la situation des femmes immigrantes et réfugiées des milieux de la recherche au Québec. Trois d'entre elles se présentent à vous aujourd'hui :

Naïma Bendris

Je suis candidate au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Mon projet de thèse porte sur la manière dont les femmes arabes vivant au Québec se sentent représentées et catégorisées dans la société majoritaire et sur les stratégies d'action qu'elles mettent en œuvre pour faire face à ce phénomène. Mon champ d'intérêt se rapporte aux études ethniques (rapports de frontières, représentations sociales, stéréotypes, racisme, exclusion, immigrantes et réfugiées, mariages interethniques, etc.), à l'immigration arabe en Amérique du Nord, au développement international et à la violence faite aux femmes. J'ai travaillé sur différents projets de recherche à titre d'agente. Présentement, je suis impliquée dans deux projets : l'un portant sur « Les femmes musulmanes et leurs rapports aux médias au Canada » (Université York, Toronto), l'autre sur « Les difficultés d'insertion des femmes immigrantes dans le milieu de la recherche au Québec », en collaboration avec le Réseau québécois des chercheuses féministes. Je collabore également avec une chercheuse marocaine à une étude qui se penche sur « Les Femmes écrivaines et chercheuses arabes de la diaspora » (Université Mohamed V, Rabat). Je suis chargée du cours Anthropologie sociale du Moyen-Orient à l'Université Laval. Je donne à l'occasion des cours à l'Université du troisième âge de l'Université de Sherbrooke en Sociologie du Monde Arabe. Je suis consultante en relations interculturelles et pour différentes questions relatives au monde arabo-musulman. Je suis membre de différents groupes dont Objection de conscience, un groupe qui lutte en solidarité avec le peuple irakien et contre les sanctions économiques imposées à l'Irak depuis les onze dernières années, Solidarité pour les Droits du Peuple Palestinien (SDHP) et Palestiniens et Juifs Unis (PAJU), un groupe qui lutte pour la paix et contre l'occupation des Territoires palestiniens.

Maria Elisa Montejo

Anthropologue d'origine colombienne et vivant au Canada depuis 25 ans, j'ai obtenu mon doctorat en 1993 à l'Université Laval. Depuis 1997, je travaille sur des problématiques liées au vieillissement de la population, l'accès aux services à domicile et la contribution des familles aux soins dans un contexte de restrictions budgétaires. De plus, dans une perspective de prévention, je m'intéresse aux facteurs favorisant l'autonomie des personnes âgées. Auparavant, à titre de professionnelle ou d'agente de recherche dans des équipes universitaires interdisciplinaires, j'ai travaillé sur la reconstruction identitaire en région, sur les femmes autochtones d'ici et d'Amérique latine. À mon expérience de recherche, s'ajoutent celles d'enseignement et d'engagement dans le travail communautaire.

Membre du CA du RQCF depuis 1997, je m'intéresse particulièrement aux conditions des femmes chercheuses venant du Tiers-Monde, à leurs conditions de vie et d'insertion ou plutôt à leurs difficultés d'insertion dans le milieu de la recherche au Québec. Dans ce contexte, je fais partie du Regroupement des chercheuses d'origines diverses et nous menons une recherche sur la question des conditions d'insertion des femmes immigrantes dans le milieu de la recherche, dans le but de comprendre et d'analyser la situation, de la rendre publique et de proposer des solutions.

Amel Belhassen

Sur le plan académique et professionnel, je suis doctorante en sociologie à l'UQAM. Ma thèse porte sur les stratégies d'insertion des immigrés sur le marché du travail dans la région de Montréal : notamment sur le cas des Maghrébins. J'effectue du travail de recherche et d'enseignement à l'UQAM ainsi que pour un centre de recherche spécialisé dans la formation à distance à Québec. J'ai également donné au niveau collégial, pendant la session d'automne 2000, un cours sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Depuis juillet 2001, je collabore à une recherche (dans le cadre du Réseau québécois des chercheuses féministes) sur les conditions d'insertion des femmes chercheuses d'origines diverses dans le milieu universitaire. À l'automne 2001, j'ai été engagée à titre de chargée de cours portant sur la condition de la femme immigrante, à l'UQAM. .../

Présentation biographique des membres du Regroupement des chercheuses d'origines diverses (suite)

Sur le plan communautaire, je suis membre active de plusieurs ONG nationales et internationales et je suis présidente de l'Association tunisienne des mères du Canada, qui œuvre dans le domaine de l'intégration des familles arabes dans la société d'accueil. Mon engagement dans le milieu communautaire m'a permis d'être honorée dans le cadre de la semaine de la citoyenneté en novembre 2001.

Je suis aussi sollicitée en tant que personne ressource. J'offre du soutien à des étudiantes et étudiants ainsi qu'à d'autres personnes intervenant dans des Centres d'hébergement pour femmes victimes de violence, etc. J'en fais tout autant auprès des journalistes (dans les médias ethniques et québécois) notamment en ce qui a trait aux familles arabes, aux femmes immigrantes et à l'intégration des immigrantes et des immigrants dans la société d'accueil.

Celia Rojas-Viger

Citoyenne canadienne d'origine péruvienne qui connaît Montréal depuis 1972 et qui s'installe définitivement en terre québécoise en 1975. Elle possède une formation multidisciplinaire : à Lima-Pérou, Médecin diplômée à l'Université Nationale Majeure de San Marcos (UNMSM) et perfectionnement en pédagogie et recherche en santé donné par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS); à Montréal-Québec, Diplôme en français à l'Université McGill, Maîtrise en Santé communautaire et actuellement doctorante en Anthropologie, à l'Université de Montréal.

Au Pérou, elle a été professeure universitaire au Département de Santé publique de la Faculté de Médecine de l'UNMSM (1983-1987). Elle est invitée à titre de conférencière, au Pérou et au Québec, pour traiter du contexte et de la situation de vie et de santé des femmes des pays dits du tiers-monde et spécifiquement des femmes latino-américaines, qui se retrouvent dans des contextes de violence (violence structurelle, institutionnelle et familiale). De plus, elle a une expertise de travail :1- en clinique et en santé communautaire auprès des femmes des secteurs populaires de Lima, Pérou; 2- en coopération internationale, auprès de populations appauvries ; et 3- en intervention en matière de santé auprès d'associations et organismes communautaires des femmes immigrantes à Montréal. Depuis 1994, elle est co-thérapeute à la Clinique transculturelle de l'Hôpital Jean-Talon qui offre des services aux personnes qui vivent des problématiques psychiques, marquées par leur culture (communautés autochtones, minorités ethniques, groupes inter-générationnels, adoption internationale...) et par leur situation socio-sanitaire due à la migration (immigrants, réfugiés, requérants au statut de réfugié...).

Ses réalisations de recherche se résument comme suit : en médecine, recherche sur les micobactéries atypiques (Thèse pour le titre de Médecin); en sciences humaines, sur la santé des femmes dans les secteurs appauvris et auprès d'un groupe de mineurs à Lima-Pérou. À Montréal, en prenant en compte le contexte socio-culturel de la population cible, elle a produit du matériel pédagogique d'information et de formation sur des problèmes de santé. Elle a aussi construit des instruments de mesure sur différentes problématiques : immigration, violence, perception des services de santé tant par la population que par les intervenants..., et leur impact sur la santé mentale, à l'Hôpital Douglas, au CLSC Côte-des-Neiges et à la Clinique transculturelle de l'Hôpital Jean-Talon. Elle a publié des articles dans différentes revues scientifiques (Pérou, Canada, États-Unis et France). Elle centre présentement ses recherches sur le comment s'exerce le pouvoir (relation de pouvoir et relation de violence) dans des contextes de violence structurelle et quel est son impact sur la migration et la santé. De plus, elle met l'emphase sur le processus d'insertion dans la société réceptrice des femmes immigrantes, spécifiquement latino-américaines et péruviennes, pour déceler les enjeux qui facilitent ou entravent leur insertion et leur participation égalitaire dans l'avenir de la société québécoise.

**Les avis régionaux du Conseil du statut de la femme :
pour contribuer à une vision inclusive du développement
par Claire Minguy**

Jusqu'à récemment, le Conseil du statut de la femme (CSF), qui a pour mandat de conseiller le gouvernement sur les questions de condition féminine, produisait des analyses sur une base nationale et sectorielle. Mais la délégation de responsabilités, sinon de pouvoirs, de l'état central vers des instances régionales ou locales, qui converge avec une certaine montée du régionalisme, l'a amené à entreprendre, en 1998, la production d'avis sur les conditions de vie dans chacune des régions du Québec¹.

Pour le CSF, ce chantier de recherche constitue une innovation, non seulement en raison du territoire d'observation retenu, mais aussi du souci de dresser un état de la situation des femmes tant quantitatif que qualitatif, recourant à des indicateurs permettant de prendre la mesure de tous les aspects de leur vie. Les avis s'efforcent aussi de mettre en lumière non seulement les besoins spécifiques des femmes, mais aussi leur contribution aussi diversifiée que fondamentale au développement de la région, tant au plan économique et politique que social et culturel, et aussi bien dans la sphère publique que privée.

Par ailleurs, afin d'éviter que le mouvement vers les régions ne conduise, non seulement à la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, mais à l'accentuation des disparités régionales en matière de condition féminine, les avis régionaux sont l'occasion d'évaluer si les plans de développement actuellement mis en œuvre par les instances de décision, qui interviennent autant dans le champ du développement économique que de la formation de la main-d'œuvre, de l'organisation de services sociosanitaires ou de l'aménagement du territoire, concourent à l'égalité sexuelle. Partant de ce diagnostic, le CSF propose, principalement aux responsables d'instances régionales et locales, des cibles et des mesures d'intervention pour parvenir à un développement de la région plus équitable et inclusif.

La production des avis régionaux repose sur une démarche en deux temps. La première version du document d'analyse du CSF fait l'objet d'une consultation publique dans la région visée à laquelle sont conviés les représentantes ou représentants des instances de décision ainsi que les groupes de femmes régionaux ou locaux. Cet exercice permet de valider ou de compléter l'analyse du CSF, mais assure aussi un meilleur ancrage politique des recommandations de l'avis. En effet, la consultation, donnant notamment lieu à l'expression des résistances des décideuses et des décideurs, aide le CSF à raffiner ses stratégies pour atteindre les changements visés. Cette démarche est aussi riche du fait qu'elle repose sur un échange nourri avec le mouvement féministe régional ou local pour partager la lecture politique des enjeux régionaux, recueillir les données permettant de soutenir les revendications des femmes et élaborer des recommandations appuyant le travail des groupes féministes du territoire. Ce n'est qu'une fois les commentaires intégrés que l'avis est lancé dans la région étudiée.

En ce sens, les avis du CSF sur les conditions de vie des femmes dans les régions du Québec se situent résolument au confluent de la recherche, de l'action politique et du militantisme.

Jusqu'à maintenant, onze avis régionaux ont été publiés. Le cycle sera complété à l'automne 2002. Ces documents sont disponibles gratuitement au CSF ou peuvent être téléchargés à partir du site de l'organisme.

¹ À l'exception de la région métropolitaine de Montréal, incluant Laval, et du Nord-du-Québec qui commandent un traitement particulier.

Le développement régional, la gouvernance locale et les dossiers « femmes » : une affaire à suivre
par Denyse Côté, Université du Québec à Hull¹

Les analyses produites par le Conseil du Statut de la Femme sur chacune de nos régions sont centrales au travail de représentation, de lobby et de pression qui a cours dans chaque région autour des dossiers « femmes ». L'échiquier politique régional s'est grandement transformé depuis dix ans : de nouvelles instances (tables ou sièges-femmes des CRD, les CLD ou les Régies régionales par exemple) se sont ajoutées à celles qui y oeuvraient déjà (bureaux régionaux du CSF), ainsi qu'aux groupes communautaires de femmes. Et notre regard se « régionalise » peu à peu.

Les groupes de femmes sont insérés et interviennent dans presque toutes les régions et localités du Québec depuis plusieurs décennies, mais ce n'est qu'en 1997 que le gouvernement du Québec a légiféré sur le développement local et régional et sur la condition féminine dans ce contexte. Amorcée dès 1989, la déconcentration gouvernementale, communément appelée « régionalisation » et « territorialisation », a transformé les dynamiques régionales en responsabilisant des acteurs régionaux et locaux pour des dossiers autrefois gérés et pour des décisions autrefois prises à Québec. Ces nouveaux mécanismes décisionnels prévoient la concertation d'acteurs régionaux issus de la société civile : les groupes de femmes ont ainsi été appelés, comme d'autres, à participer à différentes « tables » ou initiatives locales et régionales. Elles ont répondu en nombre, et ce, parfois, malgré leurs réticences face au rétrécissement des investissements sociaux de ce nouvel État-accompagnateur.

Dans certains cas, elles ont même été, pour un temps du moins, au cœur de décisions et de la mise en place de politiques gouvernementales. C'est le cas des mesures locales et régionales d'appui à l'économie sociale mises sur pied en 1996 par le gouvernement du Québec suite à la Marche des femmes *Du pain et des roses*. Ces groupes de femmes en région ont rapidement fait face à la complexité des nouvelles dynamiques locales et régionales; celles-ci ont souvent fait appel d'ailleurs à des habiletés politiques nouvelles qu'elles ont rapidement développé. Dans ce cas comme dans bien d'autres dossiers, les groupes de femmes en région ont porté et défendu une définition féministe du développement régional et de l'économie sociale qui permettrait de reconnaître le travail gratuit et souvent invisible que les femmes accomplissent auprès de leurs proches et de leurs communautés et même de l'inclure dans la définition du *développement régional*. Deux ans d'efforts soutenus, souvent bénévoles, ont malheureusement été mal reconnus en termes de vision officielle du développement régional et d'accès aux subventions. Les instances régionales restent en effet convaincues du bien-fondé d'une conception du développement régional plus proche du développement économique de type classique, celui qui définit l'économie en termes de production de biens et services marchandables. De plus, les critères de sélection pour les enveloppes régionales de financement en économie sociale mettent dorénavant l'accent sur la rentabilité économique plutôt que sur la rentabilité sociale. L'effort de tous ces groupes de femmes aura-t-il donc été vain? Pas du tout, car malgré leur découragement et leur fatigue, plusieurs intervenantes féministes en région vous diront que cet épisode leur aura permis de se situer avantageusement sur l'échiquier politique et de « contaminer » le discours officiel et les discours informels. Elles ont développé de nouvelles alliances et de nouveaux modes d'intervention pour faire progresser les dossiers « femmes ». Cela dit, reste à voir quand les retombées de tels efforts pourront-ils être plus concrets... et plus directement visibles.

.../

¹ Ce commentaire est basé sur une recherche menée conjointement avec Danielle Fournier, École de service social, Université de Montréal, en partenariat avec Relais-femmes et financée par le CRSH (Conseil de recherche en sciences humaines du Canada) et par l'Université du Québec à Hull (SIR).

A été créé cet automne :

L'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (ORÉGAND) à l'Université du Québec à Hull. Il vise à produire des recherches, créer des synergies à l'intérieur de l'UQAH mais aussi et surtout à l'extérieur de celle-ci, en Outaouais et dans les milieux régionaux, nationaux et même internationaux autour des thèmes de la gouvernance régionale, du développement local, et plus particulièrement de l'analyse différenciée selon les sexes.

Pour de plus amples renseignements :

ORÉGAND

Université du Québec à Hull

C.P. 1250, Succ B

Hull, Qc J8X 3X7

Tél : (819) 595-2384

Télé : (819) 595-2515

Courriel : oregand@uqah.quebec.ca

Web : w3.uqah.quebec.ca/oregand

Le colloque du RQCF au 70^e Congrès de l'Acfas par Micheline Beaugard

Cette année, le congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) a lieu à l'Université Laval, à Québec, du 13 au 17 mai 2002. Le Réseau québécois des chercheuses féministes y tient un colloque intitulé : **La formation continue a-t-elle un genre?** Ce colloque aura lieu le mercredi 15 mai 2002 et il est sous la responsabilité de Claudie Solar, présidente du RQCF et de Marie-José Nadal, membre du Conseil d'administration du RQCF. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RÉSEAU AURA LIEU LE MÊME JOUR, SOIT MERCREDI 15 MAI, À 12 H 00. Voici le programme de ce colloque :

LA FORMATION CONTINUE A-T-ELLE UN GENRE ? (Colloque #618)

Responsable : Claudie SOLAR, présidente du Réseau québécois des chercheuses féministes (RQCF) et professeure au Département de psychopédagogie et d'andragogie, Université de Montréal ; coresponsable : Marie-José NADAL, professeure associée à l'Institut de recherches et d'études féministes, UQAM

Session 1

Perspectives internationales sur la formation continue et le genre : Canada, France, Mexique

8 h 50 : Présidence de séance, accueil et ouverture : Claudie SOLAR, RQCF et Université de Montréal

9 h 10 : Pierre DORAY et Paul BÉLANGER, UQAM

La participation des femmes à l'éducation des adultes : une situation en changement ?

9 h 30 : Christine FOURNIER, Centre d'étude et de recherche sur les qualifications, Paris

Hommes et femmes salariées face à la formation continue en France

9 h 50 : Salinas BERTHA, Centre d'étude sur la qualité de la vie, Universidad de las Américas Puebla, Mexique

Accès à la formation continue et analyses des politiques au Mexique

10 h 10 : Discussion

10 h 30 : Pause

Le colloque du RQCF au 70^e Congrès de l'Acfas (suite)**Session 2****Pratiques de formation continue dans des organisations de travail**

Présidence de séance : Marie-José NADAL, IREF, UQAM

10 h 50 : Lise BOURBEAU, Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)

La formation continue du personnel enseignant : le développement d'une culture

11 h 10 : Andrée LABRIE, Université de Montréal

La formation continue et les personnels de l'Université de Montréal

11 h 30 : Discussion

11 h 50 : Dîner et ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RQCF

Session 3**La formation continue des femmes dans les organismes communautaires : Mexique**

13 h 30 : Présidence de séance : Claudie SOLAR, RQCF et Université de Montréal

13 h 50 : Sylvia TERAN, Association Tubenquin A. C., Mexico

Le passage de la broderie traditionnelle à la broderie commerciale : des défis pour la formation de femmes mayas

14 h 10 : Marie-José NADAL, UQAM

Pour une formation globale adaptée aux conditions des femmes. Analyse critique des programmes de développement mexicains

14 h 30 : Discussion

14 h 50 : Pause

Session 4**La formation continue des femmes dans les organismes communautaires : Québec**

Présidence de séance : Marie-José NADAL, IREF, UQAM

15 h 10 : Jennifer BEEMAN, UQAM

Faut-il parler de la formation ou des apprentissages ? Le Conseil d'administration d'un centre de femmes comme lieu d'apprentissage pour des femmes démunies

15 h 30 : Marie LEAHEY, Service d'orientation et de relance industrielle pour femmes (SORIF)

Un accès limité à la formation continue pour les femmes avec enfants

16 h 10 : Lise GERVAIS, Relais-femmes

Relais-femmes : une réponse féministe aux besoins de formation continue des femmes impliquées dans le mouvement des femmes

16 h 30 : Discussion

16 h 50 : Claudie SOLAR, RQCF et Université de Montréal

Genre et formation continue : éléments de convergence et de divergence

Le 70^e Congrès de l'Acfas : autres activités

Plusieurs autres colloques, ateliers et forums liés aux études féministes sont également au programme du Congrès de l'Acfas. Voici un aperçu de ce que vous pouvez mettre à votre agenda :

FAMILLE ET HOMOSEXUALITÉ (colloque/atelier 419) : lundi 13 mai

SAVOIRS FÉMINISTES ET PRATIQUES QUOTIDIENNES (colloque #617) : mardi 14 mai

LA FORMATION CONTINUE A-T-ELLE UN GENRE? (colloque #618) : mercredi 15 mai

ENJEUX FÉMINISTES : FORMES, PRATIQUES, LIEUX ET RAPPORTS DE POUVOIR (colloque #611) : mercredi 15 et jeudi 16 mai

FEMMES ET SCIENCE (colloque/atelier #632) : jeudi 16 mai (en avant-midi seulement)

FEMME-HOMME, UN RAPPORT DE RAPPORTS : REGARDS THÉOLOGIQUES ET LITTÉRAIRES SUR LA RELATION FEMME-HOMME (forum #307) : jeudi 16 mai

La DISCIPLINE « Études féministes » (#410) : mercredi 15 mai

Des chercheuses et des intervenantes s'interrogent sur les enjeux des transformations des systèmes de santé par Anita Caron

Dans le cadre de la démarche de mise en réseau de chercheuses et d'intervenantes ayant pour objectif de renouveler les théories et les pratiques qui président à la répartition des richesses, un colloque aura lieu à Québec les 4 et 5 avril prochain. Il sera l'occasion de réfléchir sur les enjeux pour le mouvement des femmes des transformations des systèmes de santé et de services sociaux. Les participantes s'appliqueront à faire le point sur les transformations survenues dans les systèmes publics de santé, sur leurs effets concernant la situation des femmes, sur les formes sociales et les reconfigurations auxquelles ces transformations donnent lieu notamment en ce qui a trait aux liens entre le public et le privé, le formel et l'informel, enfin sur des pratiques de femmes pouvant constituer des alternatives souhaitables.

On y fera un bilan de la situation québécoise concernant le travail des femmes dans le secteur public de la santé, dans celui de l'économie sociale et dans l'espace domestique. On fera état également de ce qui est vécu dans des contextes autres que le Québec. On explorera enfin des pistes pouvant constituer des expériences novatrices et des pratiques de résistance.

Pour obtenir de l'information concernant cette activité qui est sous la responsabilité de Francine Saillant et de Manon Boulianne, on s'adresse à Sylvie Khandjian, auxiliaire de recherche, Département d'anthropologie, Université Laval, Sainte-Foy, Québec, G1K 7P4. Courriel : sylviekhandjian@hotmail.com.

Publications à signaler par Micheline Beauregard

L'ÉCONOMIE SOCIALE DU POINT DE VUE DES FEMMES, actes du colloque de Montréal, sous la direction de Christine Corbeil, Francine Descaerries et Elsa Galerand, Larepps, 2002, 138 p.

Ont collaboré à cet ouvrage : Francine Descaerries et Christine Corbeil, Martine D'Amours, Linda Binhas, Yvan Comeau, France Leclerc, Marie-Claude Landry, Lucie Thibodeau, Nancy Neamtan, Danielle Fournier et Denyse Côté, Carmen Gill, Marie Malavoy.

*POUR UN RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES D'ÉDUCATION MORALE Six ap
proches contemporaines*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2002, 222 p.

Sous la direction de Nancy Bouchard

Préface d'Anita Caron

Ont collaboré à cet ouvrage : Claude Gendron, Raymond Laprée, Claudine Leleux, Ronald Morris et Lucille Roy Bureau.

LES ENJEUX POUR LES FEMMES DE LA RESTRUCTURATION MUNICIPALE DANS LA RÉGION DE QUÉBEC, Québec, Le GREMF édite, n° 15, 2001, 53 p.

par le Collectif « Femmes et restructurations municipales »

Publications à signaler (suite)

ROBE DU MILLÉNAIRE — UNE ROBE COUSUE DE PAROLES DE FEMMES, Québec, Le GREMF édite, n° 16, 2002, 77 p.
par le Comité de travail

DAVID, Martine

STRATÉGIES DES FEMMES, UN ESPACE DE POUVOIR SUR LEUR VIE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE : LE CAS DES FEMMES MARIÉES VIETNAMIENNES, Québec, Les Cahiers de recherche du GREMF, n° 82, 2001, 172 p.

MESSING, K. et A.M. SEIFERT

LA PRÉCARITÉ DU LIEN D'EMPLOI ET L'ACTIVITÉ DE TRAVAIL. Actes de la Société d'ergonomie de langue française. CD-ROM (2001)

POULIN, Monique

LE DROIT À LA LÉGITIME DÉFENSE EN SITUATION DE VIOLENCE CONJUGALE : UN RÉGIME DE TUTELLE POUR LES FEMMES, Québec, Les Cahiers de recherche du GREMF, n° 83, 2001, 144 p.

VÉZINA, Ghislaine

LE SUIVI SCOLAIRE — UNE RÉALITÉ FÉMININE (en gynéparentalité et en biparentalité), Québec, Les Cahiers de recherche du GREMF, n° 84, 2001, 77 p.

Deux numéros de la revue RECHERCHES FÉMINISTES :

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES, volume 13, numéro 1.

COMMUNICATIONS, volume 13, numéro 2.

Nouvelles publications du CSF par Claire Minguy

POUR QUE LE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC SOIT INCLUSIF- COMMENTAIRES SUR LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, octobre 2001, 50 p., n° 201-15-A

POUR ALLER PLUS LOIN : UNE ÉVALUATION DU CADRE D'ANALYSE DÉVELOPPÉ PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC SUR L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES, novembre 2001, 34 p., n° 201-16-A

LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL DANS LE BAS-SAINT-LAURENT, janvier 2002, 107 p., n° 201-20-A

L'ÉGALITÉ... OUI! DANS LA CONJUGALITÉ ET LA PARENTALITÉ- MÉMOIRE SUR L'AVANT-PROJET DE LOI, LOI INSTITUANT L'UNION CIVILE DES PERSONNES DE MÊME SEXE ET MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, février 2002, 21 p., n° 201-25-A

Ces publications sont gratuites et disponibles en format PDF à l'adresse suivante : <http://www.csf.gouv.qc.ca>

On peut aussi les commander

par courriel : publication@csf.gouv.qc.ca

par téléphone : (418) 643-4326 ou 1-800-463-2851

par télécopieur : (418) 643-8926

par la poste : Conseil du statut de la femme
Service des communications
8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 5J7